

SOMMET, CET APRÈS-MIDI, DE L'ALLIANCE VERTE

Cap sur les élections locales

Ce n'est qu'aujourd'hui que l'Alliance de l'Algérie verte se penchera sur les résultats des dernières législatives après que chacun des trois membres eut eu à faire son propre bilan. Un sommet très attendu en ce sens qu'il s'agira d'unifier le «regard» à l'endroit de ce scrutin de tous les déboires et s'inscrire dans la perspective des élections locales de l'automne prochain.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et le fait que les membres de ce triumvirat, le MSP et les mouvements Nahdha et El Islah, aient pris tout ce temps, un peu plus d'un mois après les législatives, pour réagir d'une seule voix, renseigne sur leur souci de ne pas se gêner les uns les autres. Notamment le MSP en proie à une crise latente, la plus grave qu'il ait eu à vivre et qui risque de lui coûter cher avec une nouvelle dissidence à laquelle l'ex-ministre des Travaux publics ne serait pas étranger. Un Amar Ghoul qui n'agirait pas en solo, bien au contraire, puisqu'une partie non négligeable de l'encadrement du mouvement l'appuierait dans son opposition à l'option d'opposition adoptée par le conseil consultatif du MSP. Dont les trois autres

ministres du parti toujours en poste et qui en font toujours fi, et même de la dernière mise en garde de Soltani les invitant à «choisir entre le parti et le gouvernement». Un camp qui brandit un argument, à ses yeux, massue, la déconfiture du parti aux dernières législatives avec une moisson plus maigre que celle engrangée en solo en 2007. Et la raison est vite trouvée : cette alliance à laquelle Ghoul et consorts se sont fermement opposés, considérant, et le temps leur a donné raison, que ce sont les squelettiques mouvements Nahdha et El Islah qui ont profité de cette fusion au détriment de leur parti.

Ceci dit, le conclave d'aujourd'hui, qui se tient en début d'après-midi au siège national du MSP, servira, comme le dira le secrétaire



Photo : NewPress

général d'El Islah, le seul dirigeant parmi ceux du trio à concéder à nous entretenir, à «évaluer le dernier scrutin loin de la passion qui a suivi les résultats». Une manière de signifier que du temps s'est écoulé

depuis et «qu'il n'est plus opportun de s'appesantir encore sur la fraude que nous avons dénoncée et que nous continuerons à dénoncer sans perdre de vue que les législatives du 10 mai font bien partie du

passé». Pour Hamlaoui Akkouchi, il faut, désormais, s'inscrire dans l'avenir tout proche avec les élections locales qui pointent déjà du nez. Un rendez-vous électoral qui semble constituer un véritable test de rattrapage pour le triumvirat. Et Akkouchi ne s'en cache nullement pas en affirmant s'y préparer d'ores et déjà.

Et pas que dans la configuration actuelle de l'Alliance verte, dira le SG d'El Islah, qui parle de la volonté de l'actuel triumvirat de renforcer ses rangs en s'ouvrant à d'autres membres de la même famille politique.

Dans cette optique, Akkouchi évoquera des contacts préliminaires entamés à l'endroit du FJD de Abdallah Djaballah et du FC de Abdelmadjid Ménasra.

Mais pour ce faire, Aboudjerra Soltani, Fateh Rebai et Hamlaoui Akkouchi débattront, lors de leur sommet de cette après-midi, des voies et moyens de développer l'Alliance, ses mécanismes ainsi que l'élaboration d'un règlement intérieur.

M. K.

DR DID, SG DU SNPSSP :

«Ould Abbès veut faire comprendre que notre président a un problème personnel avec lui»

Le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) tiendra son 6^e congrès les 18 et 19 juin prochains, trois mois après l'expiration du mandat des instances nationales de l'organisation, le conseil national et bureau exécutif. Pour renouveler ces instances justement.

Le Soir d'Algérie : Le mandat de votre bureau a expiré en mars. Pourquoi avez-vous attendu jusqu'à maintenant pour tenir votre congrès ?

D'Did : Il a fallu renouveler l'ensemble des instances organiques locales, sections bureaux de wilaya etc.

Mais vous annoncez dans votre communiqué que l'opération s'est achevée en janvier 2012.

Oui. Mais nous avons des priorités syndicales. Nous étions en plein mouvement de contestation. C'est l'actuel conseil national qui a entériné la décision de mener ce mouvement dans sa réunion de janvier et il fallait le mener jusqu'au bout.

Le ministre de la Santé utilise cet argument pour dire que l'action de votre Syndicat est illégale.

Le ministre a dans le collimateur tous les syndicats et utilise tous les arguments. Puis ce n'est pas à lui de nous demander de renouveler nos instances. C'est plutôt au ministère du Travail de le faire.

Et vous n'avez reçu aucune mise en demeure de la part du ministère du travail ?

Non. Aucune correspondance dans ce sens. D'autant plus qu'aucune disposition de la loi ne prévoit que l'expiration du mandat ôte au conseil national sa qualité syndicale. Nous ne sommes pas à notre premier mouvement de protestation et beaucoup de ministres se sont succédé à la tête du secteur, c'est le seul qui a brandi cet argument.

Pourquoi ?

C'est le seul ministre qui a usé de toute cette virulence contre les syndicats. Vous avez vu ce qui s'est passé avec Khaled Keddad, président du Syndicat des psychologues (suspendu de ses fonctions pour abandon de poste alors qu'il prenait part à un sit-in de l'Intersyndicale des professionnels de la santé publique, ndr).

Le président de votre syndicat n'a pas de problèmes personnels avec le ministre de la santé.

Non, du tout ! C'est le ministre de la Santé qui veut faire comprendre que le D' Youfifi a un problème personnel avec lui.

Propos recueillis par Lyas Hallas

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE LA FORMATION

ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

La Fédération annonce un taux de suivi de 67 %

La Fédération des travailleurs de la formation et de l'enseignement professionnels (UGTA) a estimé, hier, que son mouvement de grève de trois jours a été largement suivi. Elle annonce un taux de 67% sur le territoire national et de 85 % au niveau des wilayas où les travailleurs ont répondu au mot d'ordre de grève et qui sont au nombre de 38, selon M. Sanaâ secrétaire général de la Fédération.

F-Zohra B - Alger (Le Soir) - M. Sanaâ a, lors d'une conférence de presse tenue hier, annoncé que le dialogue avec la tutelle est inexistant et qu'aucune réponse n'a été donnée à leurs revendications suite au dépôt du préavis de grève. Evaluant les trois jours de protestations depuis dimanche, le secrétaire général de la Fédération dira que les travailleurs du secteur, hormis au niveau de dix wilayas, se sont largement mobilisés. Le

syndicaliste annoncera aussi la tenue samedi prochain d'une conférence nationale en vue de décider des suites à donner au mouvement de protestation. Le syndicat projette notamment de reconduire sa grève pour les 18, 19 et 20 juin.

«Nous avons entamé au mois de janvier dernier un processus de dialogue mais qui n'a pas eu de suite du fait que nous n'avions reçu que des promesses de la part de la tutelle. Nos représentants se sont d'ailleurs retirés de la dernière commission nationale mixte de concertation, dénonçant ainsi les fausses promesses. La tutelle tentait, en fait, de gagner du temps», a déclaré M. Sanaâ. Il notera, par ailleurs, qu'une lettre a été adressée au ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels avant le début de la grève en vue de lui exposer directement, encore une fois, les revendications des travailleurs. «Nous sommes ouverts au dialogue, et ce, dans l'intérêt du secteur», dira, par ailleurs, le syndicaliste.

Les travailleurs du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels revendiquent une révision de leur statut, l'intégration des vacataires «comme cela a été fait dans d'autres secteurs» précisent-ils, ainsi que l'élargissement de l'indemnité pédagogique de 15%. Ils revendiquent aussi l'intégration du corps des économes depuis janvier 2008, que soit prise en considération la situation sociale des corps communs, des agents et chauffeurs ainsi que la prise en charge des conflits dans certaines wilayas. Les travailleurs disent aussi refuser catégoriquement la décision numéro 24 du 27 mars 2012 et qui concerne les conditions de la tenue d'un concours et la nomination aux postes supérieurs des directeurs des centres de formation professionnelle. La grève de trois jours pourrait être donc reconduite les 18, 19 et 20 juin, selon la Fédération, si les revendications des travailleurs ne sont pas prises en charge.

F-Z.B.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ AU CENTRE ANTICANCER

DU CHU DE CONSTANTINE

Ould Abbès menace Philips

La réalité implacable du terrain n'émeut toujours pas Djamel Ould Abbès qui ressasse à qui veut l'entendre que son secteur va bien, que la pénurie du médicament n'est qu'une vue de l'esprit et que les couloirs de nos hôpitaux ne sont pas des mouiroirs.

Pourtant, ce dont il était témoin lundi soir au centre anticancer du CHU de Constantine contredit totalement le discours rassurant. La détresse des malades cancéreux issus de 16 wilayas de l'Est, entassés dans un couloir lugubre aménagé en salle d'attente, qui l'interpellaient sur les conditions «inhumaines» d'accueil et d'admission ou encore sur la pénurie des drogues était patente. Le ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière, qui a dû s'expliquer devant des malades en pleurs et en colère, n'a vu qu'une infime partie de la réalité. «Il n'a rien vu. Qu'il vienne sans s'annoncer et il verra la galère que nous vivons au quotidien», soulignera un parent de malade qui ne croyait pas ce qu'il venait d'entendre de la bouche du ministre. Ce dernier, interpellé par un malade qui se plaignait de la pénurie des drogues pour les cancéreux, a

sorti sa réplique habituelle : «Les médicaments sont disponibles. L'Etat a dépensé 25 milliards de dinars rien que durant les 5 derniers mois.»

Un autre parent d'un patient issu de Sétif admis au CAC l'interpelle pour lui faire part de la situation de son père. On aurait, selon le fils du patient, refusé de soigner les plaies béantes de son père et on lui aurait même exigé, affirme-t-il, de fournir les pansements. A ce dernier, Djamel Ould Abbès dira, dans une tentative de récuser les affirmations des praticiens s'agissant de l'existence d'une tension sur le consommable : «Vous n'avez pas à les acheter Le département de la Santé dispose d'un budget de 594 milliards de dinars.»

D'ailleurs, pour mettre un terme à cette situation inextricable qu'est la pénurie de médicaments, qui découle, selon le ministre, de «la mauvaise distri-

bution», il annoncera que le CHU de Constantine «n'aura plus à faire appel pour ses besoins en médicaments à la PCH d'Annaba». «Dorénavant, adressez vos commandes directement à la pharmacie centrale. Le wali mettra à votre disposition un hangar pour le stockage.»

La nouvelle extension du centre anti-cancer de Constantine, en chantier depuis plusieurs années, sera fonctionnelle, selon le ministre, au plus tard à la fin de l'année. Aussi, ce dernier a donné au wali carte blanche, en décentralisant la prise de décisions concernant la réalisation de ladite structure. Aussi, les 4 278 malades dudit centre devront encore patienter.

S'agissant des équipements du CAC, à savoir trois accélérateurs, Djamel Ould Abbès a indiqué que ces derniers sont arrivés dimanche au port de Skikda. Une fois les procédures portuaires achevées, ils seront acheminés à Constantine et installés. Le ministre annoncera également qu'un lot de 60 accélérateurs d'un coût de 250 millions de dollars a été acquis pour l'équipe-

ment des différents centres en réalisation.

Par ailleurs, le ministre de la Santé, qui a inauguré un nouveau IRM (imagerie à résonance magnétique), a menacé d'écarter la firme Philips, qui, semble-t-il, a refusé d'assurer le service après-vente des scanners du CHU en panne depuis une année, de tout marché. «Dites-leur que si vous ne réparez pas le scanner dans 15 jours, vous n'aurez pas un clou en Algérie», menacera-t-il

Aussi, il révélera s'agissant des équipements de radiothérapie qu'il a demandé «une autorisation au Premier ministre lui permettant de passer des marchés de gré à gré». Le but étant, a-t-il expliqué, de gagner du temps et d'accélérer la procédure d'acquisition de matériel.

Sur un autre registre, deux projets structurants d'un coût global de 34 milliards de dinars ont été inscrits au profit du secteur sanitaire de Constantine. Il s'agit d'un pôle sanitaire comportant un CHU et un complexe mère-enfant devant être implanté à la nouvelle ville Ali-Mendjeli.

Farid Benzaid